



DJIBOUTI

DISCOURS PRONONCE PAR

SON EXCELLENCE

**MONSIEUR MAHAMOUD ALI YOUSOUF
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
CHEF DE LA DELEGATION DJIBOUTIENNE**

**DEVANT LA 78EME SESSION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

**THEME : «RETABLIR LA CONFIANCE ET RAVIVER LA
SOLIDARITE : ACCELERER L'ACTION MENEES POUR
REALISER LE PROGRAMME 2030 ET SES OBJECTIFS
DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN FAVEUR DE LA
PAIX, DE LA PROSPERITE, DU PROGRES ET DE LA
DURABILITE POUR TOUS»**

LE SAMEDI 23 SEPTEMBRE 2023

VERIFIER A L'AUDITION

**Excellence Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Je souhaiterais de prime abord vous réitérer mes félicitations les plus vives à l'occasion de votre élection à la tête de l'Assemblée Générale et exprimer notre profonde gratitude à l'endroit de votre prédécesseur pour le travail accompli.

Nous nous réunissons à un moment où les conséquences des crises multiples, sécuritaire, économique et climatique continuent de frapper nos pays. La pauvreté persiste et s'aggrave à certains endroits du monde, les désastres écologiques prolifèrent entraînant dans leur sillage d'innombrables victimes.

Nous réitérons nos condoléances aux gouvernements et aux peuples frères du Royaume du Maroc et de la Libye et leur réaffirmons notre pleine solidarité.

Les innovations technologiques en même temps que nous reconnaissons les promesses qu'elles contiennent engendrent légitimement des peurs quant aux usages destructeurs qui peuvent en être faits.

Tous ces défis, si nous devons les relever ensemble, exigent plus de confiance, plus de coopération internationale, plus de solidarité.

Le thème retenu pour cette 78ème session, «Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : Accélérer l'action sur l'Agenda 2030 et ses Objectifs de Développement Durable vers la paix, la prospérité, le progrès et la durabilité pour tous», s'il est noble, il faut reconnaître tacitement que la trajectoire que nous semblons avoir pris est en fait inverse.

Le déficit de confiance et la suspicion mutuelle sont omniprésents et affectent de manière négative la coopération internationale.

Au multilatéralisme inclusif et intégré que le Secrétaire Général a appelé de ses vœux, s'oppose une logique des clubs et des groupes, ce qu'un analyste a appelé le mini latéral. Cette érosion de la confiance n'est pas soudaine.

C'est le résultat d'une lente détérioration due d'une part à la résistance implacable au changement des institutions mondiales nées à la fin de la seconde guerre mondiale, d'une inégalité qui se creuse et se fossilise ainsi que la compétition géopolitique accrue de ces dernières années.

Elle n' est cependant pas de notre point de vue irréversible, il est donc impératif que nous investissions massivement dans les efforts multilatéraux pour renforcer la confiance et la solidarité entre les Etats. Au cœur de cet effort se situent pour nous les Nations-Unies.

Ensemble, imaginons un système multilatéral qui tienne compte des réalités géopolitiques du moment y compris la prolifération de ces groupes non dans un schéma de compétition institutionnelle mais de complémentarité renforcée, de coordination étroite où tous, sans réserve ni hésitation, s'engagent à renouer des liens de solidarité forts et indissolubles.

Nous devons réapprendre à nous faire confiance.

Nous devons bâtir un système multilatéral réformé, juste et représentatif où tous trouvent leur compte, puissants et moins puissants.

Nous devons pouvoir ensemble envoyer un message sans équivoque ni doute que nous sommes déterminés à bâtir une organisation robuste, qui réponde de manière crédible aux défis titanesques du moment.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,**

L'urgence doit guider notre action! Le retard pris dans la mise en œuvre des Objectifs de développement est accablant pour la crédibilité du système. Nous sommes à mi-chemin et bien loin des objectifs. Selon certaines estimations, si le rythme demeure le même et que les volumes de financement restent inchangés, il faudrait 63 autres années pour y arriver.

Près d'une décennie s'est écoulée depuis l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable et du Programme d'action d'Addis-Abeba.

De multiples engagements ont été pris depuis mais malheureusement nous nous trouvons dans une situation où nos pays sont encore plus dans le besoin maintenant que durant la décennie écoulée .

A cet effet, le FMI a déclaré qu'un tiers de l'économie mondiale sera en récession en 2023 et, pour la première fois, le PNUD a également constaté que l'indice de développement humain est en baisse dans neuf pays sur dix.

À cet égard, notre pays reste pleinement engagé et de manière constructive dans les négociations intergouvernementales du Sommet du Futur qui devrait accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

En outre, il est important de souligner l'importance cruciale de la réforme de l'architecture financière internationale et de la mise en place de mesures allant au-delà du PIB afin que nous puissions combler le déficit de financement du développement.

La vulnérabilité croissante des pays en développement en matière d'endettement nécessite également des mesures supplémentaires urgentes pour réformer l'architecture de la dette internationale.

En effet, le coût élevé de l'emprunt, combiné à la diminution des recettes publiques, empêche les pays en développement et les pays les moins avancés d'investir dans les ODD et augmente également le risque de défaut de paiement de la dette.

Il nous faut nous remobiliser davantage en vue de la réalisation de nos objectifs d'ici à 2030. Ce plan représente l'espoir de l'humanité : Nous ne pouvons céder à la tentation de l'abandon : Nous sommes conscients que les difficultés sont réelles: Elles ne sont cependant pas insurmontables !

Les moyens pour y parvenir sont clairement énoncés dans le SDG stimulus package du Secrétaire Général.

Les actions urgentes qui y sont identifiées, à savoir l'amélioration de la soutenabilité de la dette; les réformes des banques multilatérales et développement dont le soutien est crucial afin d'accroître le financement des objectifs du développement durable; le renforcement du filet de sécurité financier mondial;

la réduction des risques systémiques pesant sur la stabilité financière; le système monétaire international et le renforcement de la gouvernance mondiale et de la cohérence des politiques constituent les bases d'un plan de sauvetage des objectifs du Développement Durable.

Le plan de sauvetage du Secrétaire Général, s'il n'a pas été suffisamment écouté, jusque-là, doit être mieux pris en compte dans les discussions autour d'une possible réforme de l'architecture financière internationale. A cet égard, nous sommes encouragés par les déclarations de soutien que nous avons entendues lors du débat général.

La réforme de l'architecture financière internationale, notamment du FMI et de la Banque mondiale, ne peut pas attendre. Nous devons renforcer la participation des pays en développement à la prise de décisions économiques internationales, à l'établissement

de nouvelles normes , afin que nous puissions nous adapter aux changements de l'économie mondiale.

Nous devons ensemble accélérer « le Bretton Wood Moment » auquel le Secrétaire Général faisait référence. Le dialogue doit s'intensifier autour de la réforme de l'architecture financière internationale entre les institutions financières multilatérales et les Nations-Unies dans le respect, bien sûr, du mandat de chaque organisation.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,**

En dépit de la détérioration économique mondiale, et les difficultés énoncées ci-haut, Djibouti a œuvré inlassablement à la réalisation des ODD, et a enregistré des avancées notables dans la réduction de la malnutrition et de la sous-alimentation et a géré de manière efficace la pandémie du COVID-19.

- Djibouti a intégré les ODD dans nos plans nationaux de développement et nos stratégies, tels que la Vision Djibouti 2035. Ainsi, notre gouvernement a pris des mesures pour aligner ses politiques et ses programmes sur les cibles et les indicateurs des ODD.

- Nous avons également identifié des domaines prioritaires qui correspondent à des ODD spécifiques, tels que la réduction de la pauvreté, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que la croissance économique durable. En fait, notre pays est confronté à des défis liés à la pauvreté, au chômage et au développement des infrastructures, qui sont au cœur des ODD.
- En outre, nous avons réussi à collaborer avec des organisations internationales, des donateurs et d'autres pays pour mobiliser des ressources et des expertises en vue de la mise en œuvre des ODD. Ces partenariats contribuent à renforcer le soutien pour atteindre les objectifs.

Nous avons également travaillé à améliorer notre infrastructure de données pour mesurer et rendre compte des indicateurs des ODD.

- Notre pays est situé dans une région vulnérable aux changements climatiques, c'est pourquoi nous avons déployé d'importants efforts dans le domaine de l'action climatique, en alignement avec l'ODD 13 (Action pour le climat). Ces efforts comprennent des projets d'énergie renouvelable et des mesures d'adaptation.
- En plus des chantiers d'envergure actuellement en cours dans le domaine de la géothermie. Djibouti est fier d'informer les pays amis, ici présents, que nous avons inauguré le tout

premier parc éolien qui fournira 60 mégawatts d'énergie propre.

- Ce Projet a été réalisé grâce à un Partenariat Public-Privé et une capacité supplémentaire de 45 MW d'énergie renouvelable est déjà attendue à travers un consortium d'investisseurs et avec la participation de l'Autorité des Ports et des Zones Franches et du Fonds Souverain de Djibouti.
- Le projet sera le premier investissement international notable dans le secteur énergétique à Djibouti, d'un montant de 122 millions USD, crée le premier producteur indépendant d'électricité (IPP) du pays et servira de modèle aux futurs investissements privés.
- Le système de santé et d'éducation sont également des priorités, et nous nous efforçons d'améliorer les services de santé et les opportunités éducatives, notamment dans nos zones éloignées et mal desservies.
- Le développement des infrastructures est également crucial pour la croissance économique et la durabilité, et Djibouti a investi dans les infrastructures de transport et de logistique pour renforcer la connectivité régionale et le commerce, en vue de devenir un hub logistique international et régional.

- Enfin, dans le domaine de la paix et de la sécurité, Djibouti a joué un rôle majeur dans les efforts de maintien de la paix régionaux et cherche à maintenir la stabilité dans toute la région de la Corne de l'Afrique.
- Tous ces engagements envers les ODD reflètent les efforts de notre pays pour relever les défis pressants et améliorer le bien-être de notre peuple tout en contribuant au développement durable mondial.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,**

Le changement climatique demeure une menace existentielle pour nos pays. C'est une réalité particulièrement aigüe dans la Corne de l'Afrique mais partout ailleurs dans le monde aussi.

Le séisme qui a causé la perte de plusieurs milliers de personnes au Maroc ainsi que l'immense désolation causée par le cyclone Daniel sont là pour nous le rappeler.

D'où l'urgence d'honorer les engagements pris dans l'Accord de Paris. Si rien n'est fait, l'impact négatif du changement climatique continuera à entraîner des perturbations importantes, y compris la multiplication des événements météorologiques

extrêmes, la raréfaction des ressources, l'élévation du niveau de la mer et l'augmentation des personnes déplacées, l'aggravation de la faim et de la pauvreté.

Nous sommes profondément déçus que la promesse de mobiliser chaque année 100 milliards de dollars n'ait jamais été tenue et nous appelons vivement les pays développés à tenir cet engagement.

Nous nous réjouissons de la décision cruciale prise lors de la COP27 à Sharm-El-Sheikh, de créer un fonds pour les pertes et dommages. Nous en appelons à son opérationnalisation rapide et formons le vœu que les recommandations du Comité de Transition sur le mode de fonctionnement du fonds pourront être adoptées lors de la COP28 qui se tiendra prochainement aux Emirats Arabes Unis.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,**

Nous sommes encouragés par la détermination du Gouvernement Somalien à mettre en œuvre les priorités nationales clés sur la base du dialogue, y compris la fiscalité fédérale et les amendements à l'architecture de la sécurité nationale. Nous l'exhortons à poursuivre ce dialogue, en particulier sur le

processus de révision constitutionnelle et toutes les autres questions qui demeurent en suspens.

Le combat pour libérer le territoire Somalien des forces Al-Shabab est un combat vital. La mobilisation de toutes les forces somaliennes sous la direction du Président Hassan Sheikh mérite d'être soutenue sans réserve jusqu'à l'accomplissement du but ultime.

Cependant, nous exprimons la crainte que les gains obtenus sur ce front ne soient remis en cause pour la baisse du nombre de soldats de l'ATMIS dont nous saluons le courage et l'abnégation. Si nous comprenons les contraintes liées aux ressources financières disponibles, les conséquences de nos décisions méritent d'être soigneusement considérées. La Somalie à cette étape critique, a besoin d'un soutien maximal à la mesure de la menace qui pèse sur elle.

Nous demeurons préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire au Soudan et appelons à la mise en place rapide d'un cessez-le-feu et la reprise immédiate des pourparlers visant à l'arrêt des hostilités et la négociation politique pour une sortie de crise. Djibouti, en tant que Président en exercice de l'IGAD et sous le leadership du Président Ismail Omar Guelleh, est déterminée à œuvrer pour une paix durable dans ce pays frère avec lequel nous partageons des liens politiques, historiques et culturels étroits.

Au Sud-Soudan, nous nous félicitons de la signature en 2018 de l'Accord de Paix Revitalisé et appelons à la mise en œuvre accélérée des dispositions de l'Accord demeurées en suspens afin de conclure la période de transition.

Au Yémen voisin, nous convenons avec les membres du Conseil de Sécurité que l'issue durable hors de la crise est la conclusion d'un Accord de paix inclusif.

Nous nous félicitons du transfert du pétrole du superpétrolier en décomposition FSO Safer amarré au large de la côte de la mer Rouge au Yémen vers un nouveau navire. La République de Djibouti s'est engagée dès le début et au plus haut niveau dans un plaidoyer auprès de la communauté internationale afin qu'une solution coordonnée, sous les auspices des Nations Unies, se mette en place.

Si notre région et le monde n'avait pas agi, les côtes de la Corne de l'Afrique et de la péninsule arabique auraient été polluées, exposant les communautés à des toxines mortelles et contaminant les réserves d'eau potable de toute la région. La navigation via le canal de Suez aurait été perturbée – interrompant la nourriture, le carburant et les fournitures vitales, ce qui aurait exacerbé les conditions humanitaires déjà désastreuses au Yémen.

Outre le principe de base arrière de repli et de coordination d'activités délicates et cruciales, la République de Djibouti a servi aux Nations Unies, dans le cadre des opérations de sauvetage du FSO Safer, de plateforme de sécurisation et de stockage du pétrole brut, plus d'un million de baril, transféré depuis ce bateau dans un navire citerne, le Nautica.

A travers cette collaboration, Djibouti et les Nations Unies ont épargné à la région une catastrophe écologique, hautement dommageable à l'environnement, à l'économie et à la santé de l'ensemble des populations des pays riverains de la mer Rouge.

Et réalisé également l'exploit d'éviter à la Communauté internationale une marée noire dont, le seul coût de nettoyage est estimé à hauteur de 20 milliards de dollars.

À l'heure où le monde est confronté à une multitude de crises urgentes, il s'agit là d'un point positif et d'un exemple modèle de coopération internationale. Maintenant, nous devons terminer le travail en retirant le Safer de la mer Rouge.

Nous sommes gravement préoccupés par l'escalade de la violence et la reprise des hostilités dans le conflit Israélo-Palestinien. Nous sommes consternés par la poursuite par Israël en toute illégalité de la construction et l'expansion illégale de colonies de peuplement.

La reprise des hostilités et la poursuite des activités de peuplement met en péril la viabilité de la solution des deux Etats ; face au désespoir montant, l'incertitude croissante et l'absence d'un horizon politique, il nous faut agir ! L'initiative de revitalisation du plan de paix arabe menée conjointement par l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Jordanie, la Ligue des Etats Arabes et l'Union Européenne mérite notre plein soutien !

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,**

Nous l'avons dit à plusieurs reprises depuis cette tribune. Nous le répétons encore aujourd'hui. Nous sommes épris de paix et nous demeurons entièrement disponible à achever le processus de normalisation avec l'Erythrée, trouver un règlement durable et pacifique au différend frontalier qui continue à nous opposer, ainsi que les autres questions en suspens.

Pour conclure, je souhaite exhorter de nouveau les pays membres des Nations Unies à bâtir ensemble un avenir plus sûr, plus prospère, plus solidaire, un avenir d'où la guerre, la faim et la pauvreté sont exclues.

Je vous remercie de votre attention.